



Informations de base	
<p>2001/0164(CNS)</p> <p>CNS - Procédure de consultation Directive</p>	Procédure terminée
<p>Fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts. «Directive sur la fiscalité de l'épargne»</p> <p>Abrogation 2015/0065(CNS) Modification 2008/0215(CNS) Voir aussi 2004/0027(CNS) Voir aussi 2004/0191(CNS) Voir aussi 2015/0076(NLE) Voir aussi 2015/0175(NLE) Voir aussi 2015/0244(NLE) Voir aussi 2015/0285(NLE) Voir aussi 2016/0109(NLE)</p> <p>Subject</p> <p>2.50.02 Épargne 2.70.01 Fiscalité et impôts directs</p>	


Acteurs principaux					
Parlement européen	Commission au fond		Rapporteur(e)	Date de nomination	
	ECON Economique et monétaire		PÉREZ ROYO Fernando (PSE)	11/09/2001	
	Commission pour avis		Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination	
	LIBE Libertés et droits des citoyens, justice, affaires intérieures		La commission a décidé de ne pas donner d'avis.		
	JURI Juridique et marché intérieur		BARTOLOZZI Paolo (PPE-DE)	11/09/2001	
	JURI Juridique et marché intérieur		MACCORMICK Professor Sir Neil (V/ALE)	20/03/2001	
	Conseil de l'Union européenne	Formation du Conseil		Réunions	Date
		Affaires générales		2416	2002-03-11
Affaires économiques et financières ECOFIN		2401	2001-12-13		
Affaires économiques et financières ECOFIN		2432	2002-06-04		
Affaires économiques et financières ECOFIN		2424	2002-05-07		

	Affaires économiques et financières ECOFIN	2497	2003-03-19
	Affaires économiques et financières ECOFIN	2480	2003-01-21
	Affaires économiques et financières ECOFIN	2493	2003-03-07
	Affaires économiques et financières ECOFIN	2513	2003-06-03
	Affaires économiques et financières ECOFIN	2393	2001-12-04
Commission européenne	DG de la Commission		Commissaire
	Fiscalité et union douanière		

Evénements clés			
Date	Evénement	Référence	Résumé
18/07/2001	Publication de la proposition législative	COM(2001)0400 	Résumé
03/09/2001	Annonce en plénière de la saisine de la commission		
04/12/2001	Débat au Conseil		Résumé
20/02/2002	Vote en commission		Résumé
20/02/2002	Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture/lecture unique	A5-0061/2002	
11/03/2002	Adoption de résolution/conclusions par le Conseil		
13/03/2002	Débat en plénière		
14/03/2002	Décision du Parlement	T5-0116/2002	Résumé
07/05/2002	Débat au Conseil		Résumé
04/06/2002	Débat au Conseil		
07/03/2003	Débat au Conseil		
19/03/2003	Débat au Conseil		Résumé
03/06/2003	Adoption de l'acte par le Conseil suite à la consultation du Parlement		Résumé
03/06/2003	Fin de la procédure au Parlement		
26/06/2003	Publication de l'acte final au Journal officiel		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2001/0164(CNS)
Type de procédure	CNS - Procédure de consultation
Sous-type de procédure	Note thématique
Instrument législatif	Directive
Modifications et abrogations	Abrogation 2015/0065(CNS) Modification 2008/0215(CNS) Voir aussi 2004/0027(CNS) Voir aussi 2004/0191(CNS)

	Voir aussi 2015/0076(NLE) Voir aussi 2015/0175(NLE) Voir aussi 2015/0244(NLE) Voir aussi 2015/0285(NLE) Voir aussi 2016/0109(NLE)
Base juridique	Traité CE (après Amsterdam) EC 094
État de la procédure	Procédure terminée
Dossier de la commission	ECON/5/15010

Portail de documentation				
Parlement Européen				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique		A5-0061/2002	20/02/2002	
Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique		T5-0116/2002 JO C 047 27.02.2003, p. 0417-0558 E	14/03/2002	Résumé
Commission Européenne				
Type de document		Référence	Date	Résumé
Document de base législatif		COM(2001)0400  JO C 270 25.09.2001, p. 0259 E	18/07/2001	Résumé
Autres Institutions et organes				
Institution/organe	Type de document	Référence	Date	Résumé
EESC	Comité économique et social: avis, rapport	CES1481/2001 JO C 048 21.02.2002, p. 0055	28/11/2001	
EU	Acte législatif de mise en oeuvre	32004D0587 JO L 257 04.08.2004, p. 0007-0007	19/07/2004	Résumé

Informations complémentaires		
Source	Document	Date
Commission européenne	EUR-Lex	

Acte final	
Directive 2003/0048 JO L 157 26.06.2003, p. 0038-0048	Résumé

Fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts.

«Directive sur la fiscalité de l'épargne»

2001/0164(CNS) - 19/03/2003

À la suite d'un débat au Conseil, il apparaît que toutes les délégations sauf une approuvent le projet de directive, ainsi que les projets de déclarations y afférents, à inscrire au procès-verbal du Conseil. Toutes les délégations sauf une déclarent que, sous réserve d'un examen final par le groupe à haut niveau, le projet d'accord avec la Suisse, tel que soumis au Conseil le 19 mars 2003, y compris l'extension à ce pays du bénéfice de la directive mères-filiales et de la directive intérêts-redevances, assortie d'une dérogation en faveur de l'Espagne, constitue l'offre ultime en vue d'un accord entre l'UE et ce pays. Les quatre éléments de cet accord relatif à la fiscalité de l'épargne constituent également la base pour les accords entre l'Union européenne et le Liechtenstein, Andorre, Monaco et Saint-Marin. Toutes les délégations sauf une encouragent la Commission à mettre au point dès que possible le projet d'accord avec les pays tiers européens susmentionnés.

Fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts.

«Directive sur la fiscalité de l'épargne»

2001/0164(CNS) - 03/06/2003 - Acte final

OBJECTIF : garantir une imposition effective, à l'intérieur de la Communauté, des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts (paquet fiscal). MESURE DE LA COMMUNAUTÉ : Directive 2003/48/CE du Conseil en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts. CONTENU : la présente directive a pour objet final de permettre que les revenus de l'épargne, sous forme de paiement d'intérêts effectué dans un État membre en faveur de bénéficiaires effectifs, personnes physiques, résidents fiscaux d'un autre État membre, soient effectivement imposés conformément aux dispositions législatives de ce dernier État membre. Les États membres devront prendre les mesures nécessaires afin de s'assurer de l'exécution des tâches requises pour la mise en oeuvre de la présente directive par les agents payeurs établis sur leur territoire, indépendamment du lieu d'établissement du débiteur de la créance produisant les intérêts. Les principaux éléments de la directive sont les suivants : - chaque État membre devra fournir des informations à d'autres États membres sur les intérêts payés dans cet État membre à des particuliers qui résident dans d'autres États membres; - on entend par "agent payeur" l'opérateur économique qui paie des intérêts au bénéficiaire effectif, ou attribue le paiement d'intérêts au profit immédiat de ce dernier; - le champ d'application de la présente directive est limité à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiement d'intérêts sur des créances et exclut entre autres les questions liées à l'imposition des pensions et des prestations d'assurances; - en raison de différences structurelles, l'Autriche, la Belgique et le Luxembourg ne sont pas en mesure d'appliquer l'échange automatique d'informations en même temps que les autres États membres. Pendant une période de transition, étant donné qu'une retenue à la source peut garantir un niveau minimum d'imposition effective, en particulier à un taux augmentant progressivement à 35%, ces trois États membres devront appliquer une retenue à la source aux revenus de l'épargne couverts par la présente directive; - afin d'éviter toute différence de traitement, l'Autriche, la Belgique et le Luxembourg ne sont pas tenus d'appliquer l'échange automatique d'informations avant que la Confédération suisse, la Principauté d'Andorre, la Principauté de Liechtenstein, la Principauté de Monaco et la République de Saint-Marin ne garantissent un échange effectif d'informations, sur demande, concernant les paiements d'intérêts; - ces trois États membres transféreront la majeure partie de leurs recettes qu'ils tirent de cette retenue à la source à l'État membre de résidence du bénéficiaire effectif des intérêts; - l'État membre de résidence fiscale du bénéficiaire effectif devra faire en sorte que soient éliminées toutes les doubles impositions des paiements d'intérêts qui pourraient résulter du prélèvement de la retenue à la source; - afin d'éviter que les marchés soient perturbés, la présente directive ne s'appliquera pas, pendant la période transitoire, aux paiements d'intérêts sur certains titres de créance négociables; - afin d'éviter les fuites de capitaux, la directive s'appliquera seulement à partir de la date à laquelle les États-Unis d'Amérique, la Suisse, Andorre, Le Liechtenstein, Monaco, Saint-Marin ainsi les territoires dépendants ou associés concernés des États membres appliqueront tous des mesures équivalentes ou les mêmes mesures que celles prévues par la présente directive. ENTRÉE EN VIGUEUR : 16/07/2003. MISE EN OEUVRE : 01/01/2004. Les États membres appliquent les dispositions de la directive à partir du 01/01/2005, pour autant : - que la Confédération suisse, la Principauté de Liechtenstein, la République de Saint-Marin, la Principauté de Monaco et la Principauté d'Andorre appliquent, à compter de cette même date, des mesures équivalentes à celles prévues dans la présente directive, conformément aux accords que ces pays ont conclus avec la Communauté européenne, sur décisions unanimes du Conseil, et - que tous les accords ou autres mécanismes soient en place, prévoyant que tous les territoires dépendants ou associés concernés (îles anglo-normandes, île de Man et territoires dépendants ou associés des Caraïbes) appliquent, à compter de cette même date, l'échange automatique d'informations de la même manière que celle prévue par la présente directive.

Fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts.

«Directive sur la fiscalité de l'épargne»

2001/0164(CNS) - 19/07/2004 - Acte législatif de mise en oeuvre

ACTE : Décision 2004/587/CE du Conseil relative à la date d'application de la directive 2003/48/CE du Conseil en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts.

CONTENU : l'article 17 (2) de la directive 2003/48/CE fixe les conditions pour l'application des dispositions de la directive à partir du 1er janvier 2005. Conformément à l'article 17 (3) de la directive et sur la base d'un rapport émanant de la Commission, le Conseil a conclu avant le 1er juillet 2004 que les conditions prévues à l'article 17 (2) de ladite directive ne seront pas remplies compte tenu des dates d'entrée en vigueur des mesures pertinentes dans les pays tiers et les territoires dépendants ou associés concernés. Sur la base de rapports émanant tant de la Commission que des États membres, il apparaît que chacun des pays tiers et des territoires dépendants ou associés mentionnés à l'article 17 (2) de la directive sera en mesure

de satisfaire aux conditions prévues dans ce paragraphe à compter du 1er juillet 2005. La date du 1er juillet 2005 est dès lors être adoptée en tant que nouvelle date aux fins de l'article 17 (2).

Fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts. «Directive sur la fiscalité de l'épargne»

2001/0164(CNS) - 18/07/2001 - Document de base législatif

OBJECTIF : garantir une imposition effective, à l'intérieur de la Communauté, des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts.

CONTENU : la Commission européenne a présenté une proposition modifiée de directive visant à garantir une imposition effective, à l'intérieur de l'Union européenne, des revenus de l'épargne sous forme de paiements transfrontaliers d'intérêts à des personnes physiques. La nouvelle proposition reflète l'accord auquel sont arrivés les chefs d'État lors du Conseil européen de Santa Maria da Feira de juin 2000 et les ministres des finances en novembre 2000 sur l'imposition des revenus de l'épargne perçus à l'étranger. En vertu de la proposition modifiée, chaque État membre devra fournir des informations à d'autres États membres sur les intérêts payés dans cet État membre à des particuliers qui résident dans d'autres États membres. Pendant une période transitoire de sept ans, la Belgique, le Luxembourg et l'Autriche seront autorisés à prélever une retenue fiscale de 15% pendant les trois premières années et de 20% pour le reste de la période au lieu de fournir des informations. Ces trois pays conserveront 25% de la recette de ce prélèvement et en transféreront 75% à l'État membre de résidence de l'investisseur. Au terme de la période transitoire de sept ans, un système complet d'échange d'informations entre tous les États membres sera mis en place. La proposition couvre tous types de revenus de l'épargne, y compris les intérêts afférents aux obligations. Dans le cas d'émissions d'obligations, la proposition prévoit une "clause de grand-père" afin d'éviter de perturber les marchés. La proposition remplace celle de 1998 sur le même sujet en vertu de laquelle les États membres auraient pu choisir entre échanger des informations ou prélever une retenue fiscale (COM(1998) 60 final). Cette proposition a été retirée par la Commission. La nouvelle proposition, comme la précédente, repose sur la coopération des opérateurs économiques qui paient directement les intérêts. L'agent payeur, généralement une banque, qui effectue le paiement d'intérêts aux particuliers sera tenu, soit de fournir des informations, soit, pendant la période transitoire, de prélever la retenue fiscale et de la transférer à son État membre d'établissement. Tout a été mis en oeuvre pour réduire au minimum les charges administratives nouvelles et les coûts d'application supplémentaires pour les agents payeurs. La nouvelle proposition fait toujours partie d'un ensemble de mesures visant à lutter contre la concurrence fiscale dommageable dans l'Union européenne, dont les principes ont été arrêtés par le Conseil des ministres des Finances en décembre 1997.

Fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts. «Directive sur la fiscalité de l'épargne»

2001/0164(CNS) - 04/12/2001

Le Conseil a examiné les questions encore en suspens en ce qui concerne la proposition de directive présentée par la Commission visant à garantir une imposition effective à l'intérieur de la Communauté des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts. Les discussions ont porté plus particulièrement sur les problèmes se posant en ce qui concerne le début et la fin de la période de transition. Le Conseil a examiné aussi une série de questions concernant la détermination de résidence des bénéficiaires effectifs, certains seuils d'investissement des OPCVM, et le contenu minimal des informations/types de revenus. S'agissant de la période de transition, le Président a suggéré que les travaux du Conseil s'orientent vers une fin automatique, accompagnée d'une procédure d'évaluation du fonctionnement du système d'échange d'informations, dans la ligne esquissée dans la proposition de la Commission. Le Président a indiqué qu'il maintenait l'objectif de parvenir à un accord politique sur le texte de la future directive, y compris le formulaire normalisé pour l'échange d'informations, au mois de décembre, et qu'à cette fin, le Conseil devrait faire les efforts nécessaires lors de sa session du 13 décembre prochain.

Fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts. «Directive sur la fiscalité de l'épargne»

2001/0164(CNS) - 03/06/2003

Le Conseil a adopté le "paquet fiscal". Ce faisant, il a adopté la directive en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts et la directive concernant un régime fiscal commun applicable aux paiements d'intérêts et de redevances effectués entre des sociétés associées d'États membres différents. Il a également approuvé la résolution du Conseil et des représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiement d'intérêts. Enfin, il a pris acte des déclarations suivantes à inscrire au procès-verbal du Conseil : - Directive sur la fiscalité des revenus de l'épargne : le Conseil réaffirme que l'échange d'informations, sur une base aussi large que possible, doit être l'objectif ultime de l'Union européenne. Il estime que des assurances suffisantes ont été obtenues en ce qui concerne l'application des mêmes mesures suivant les mêmes procédures que les douze États membres ou que la Belgique, le Luxembourg et l'Autriche dans l'ensemble des territoires dépendants ou associés concernés (îles anglo-normandes, île de Man et territoires dépendants ou associés des Caraïbes) et demande aux États membres concernés de faire en sorte que tous les territoires dépendants ou associés appliquent ces mesures à partir de la date de mise en oeuvre de la directive; il est entendu que si la Belgique, le Luxembourg et l'Autriche décident de procéder à l'échange automatique d'informations, tout territoire prélevant une retenue à la source procédera lui aussi, à compter de la même date que ces États membres, à l'échange automatique d'informations. Le Conseil déclare que le chapitre III de la directive, à l'exception des articles 14 et 15, ne s'appliquera pas aux nouveaux États membres. Le Conseil invite la Commission à poursuivre, en étroite concertation avec la présidence du Conseil, les négociations avec la Confédération suisse, la Principauté de Liechtenstein, la République de Saint-Marin, la Principauté de Monaco, la Principauté d'Andorre et les États-Unis d'Amérique afin d'insister sur le fait que l'échange d'informations est l'objectif ultime de la Communauté européenne, et à

faire rapport au Conseil d'ici le 31 décembre 2006 sur l'évolution de ces négociations. La Commission est également invitée à entamer, durant la période de transition prévue à l'article 10 de la directive, des pourparlers avec d'autres centres financiers importants, afin que ces entités adoptent des mesures équivalentes à celles qui doivent être appliquées au sein de la Communauté. - Directive relative aux intérêts/redevances : le Conseil et la Commission conviennent que les sociétés qui sont exemptées de l'impôt sur les revenus visé dans la directive relative aux intérêts et aux redevances ne devraient pas bénéficier des avantages de cette directive. Le Conseil invite la Commission à proposer en temps utile les modifications qu'il pourrait être nécessaire d'apporter à cette directive.

Fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts. «Directive sur la fiscalité de l'épargne»

2001/0164(CNS) - 14/03/2002 - Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique

En adoptant le rapport de M. Fernando PÉREZ ROYO (PSE, E), le Parlement européen a approuvé la proposition de directive sous réserve d'amendements correspondant à l'esprit du compromis de Feira. Le Parlement a adopté un amendement stipulant que, pendant la période transitoire de sept ans, la directive a pour objectif de garantir une imposition effective des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts effectués dans un État membre en faveur de bénéficiaires effectifs, personnes physiques qui sont des résidents fiscaux d'un autre État membre. Un autre amendement précise que sauf dispositions contraires expresses, les plus values, les dividendes et autres revenus communément considérés dans les législations nationales des États membres comme n'étant pas des intérêts, ne sont pas couverts par la présente directive. Le Parlement précise que les États membres qui appliquent une retenue de la source conformément à l'article 11, paragraphe 5, conservent 25 % de leurs recettes et en versent 75% aux autres États membres dans la même proportion que les versements effectués en application du paragraphe 1 du présent article. L'Assemblée précise également qu'afin d'éliminer toute double imposition, l'agent payeur d'un OPCVM au sens de la directive 85/611/CE ou toute entité qui a eu recours à l'option prévue à l'article 4, point 3, peut lors de la détermination de la retenue à la source à opérer, conformément à l'article 11, paragraphe 2, prendre en considération toute retenue à la source déjà prélevée par d'autres États membres ou par des États tiers. Le Parlement demande enfin que la Communauté entame des négociations avec ses principaux partenaires commerciaux afin de veiller à ce que des mesures équivalentes à celles prévues dans la directive s'appliquent également aux revenus de l'épargne couverts par la présente directive et versés à des personnes physiques établies ou résidentes dans un État membre par des agents payeurs établis dans ces pays tiers.

Fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts. «Directive sur la fiscalité de l'épargne»

2001/0164(CNS) - 07/05/2002

Le Conseil a entendu un exposé concernant l'état actuel des négociations sur l'imposition des revenus de l'épargne entre la Commission et les pays tiers ainsi que sur les discussions entre les États membres concernés et leurs territoires dépendants ou associés. La Commission a signalé que, si les discussions avec la plupart des pays tiers ont débuté, les négociations avec la Suisse n'ont pas encore formellement commencé. La Suisse établit un lien entre les questions fiscales et l'ouverture de discussions avec l'UE sur un certain nombre de questions connexes, telles que la participation à l'acquis de Schengen/Dublin, la libéralisation du commerce des services et la participation aux programmes audiovisuels. Pour ce qui est des territoires dépendants ou associés, le Royaume-Uni a informé le Conseil des mesures qu'il a prises pour obtenir un accord sur l'échange d'informations. Pour leur part, les Pays-Bas ont fait état du bon aboutissement des négociations engagées avec les Antilles néerlandaises et Aruba. Il faut rappeler que l'adoption de la directive relative à la fiscalité de l'épargne dépend de l'adoption, par plusieurs pays tiers, de mesures d'effet équivalent afin de prévenir la fuite des capitaux vers des paradis fiscaux dans lesquels l'imposition des revenus de l'épargne est moins stricte. Selon le calendrier relatif au paquet fiscal approuvé par le Conseil en juillet 2001, un accord devrait être conclu, d'ici juin de cette année, avec certains "pays clés", y compris la Suisse, les États-Unis d'Amérique et le Liechtenstein; pour leur part, le Royaume-Uni et les Pays-Bas devront passer des accords avec leurs territoires associés ou dépendants, tels que les îles Anglo-Normandes, les territoires des Caraïbes dépendant du Royaume-Uni, les Antilles néerlandaises.